



Le parti politique Union Nationale pour l'Intégrité et la Réconciliation (UNIR) qui entend apporter une touche de modernité dans la politique en Haïti, propose aux autres partis politiques, notamment aux candidats à la présidence de former un front commun pour réduire, le nombre de candidats et de proposer un seul candidat aux prochaines élections présidentielles.

Le coordonnateur national du parti, M. Clarens Renois, qui a fait la déclaration, croit qu'une telle démarche pourrait faciliter le déroulement du processus électoral et la démocratie dans le pays.

« Nous, les membres de UNIR, croyons fermement qu'aucun sacrifice n'est trop grand à faire pour notre pays », a déclaré le candidat, arguant que cette démarche « facilitera le choix des électeurs et éviter la confusion qui menace les prochaines élections ».

Il affirme avoir identifié une quarantaine de candidats à la présidence qui pourrait former cette coalition. Les modalités de cette entente pourront être définies entre les partis lors d'un débat démocratique, afin de choisir le meilleur candidat pour les représenter, ajoute Clarens Renois.

« Il sera vraiment difficile pour 5 millions d'électeurs d'aller faire un choix lors de la tenue des joutes électorales. Nous avons fait l'exercice, nous voyons déjà les difficultés que cela engendre », poursuit le candidat à la présidence.

{youtube}MEWysG9eLDA{/youtube}

Déjà, le candidat à la présidence se dit prêt à abandonner sa candidature, si toutefois il n'a pas été choisi pour représenter les partis de la coalition dans cette entente.

En ce sens, une lettre a été envoyée à ces partis politiques et candidats, les invitant à adhérer à cette pratique qui revêt un « sens patriotique » pour le parti UNIR.

Plus loin, M. Renois a appelé des instances de la société civile à accompagner ce processus de manière, à le rendre plus crédible aux yeux de la population.

Par ailleurs, le parti Unir en a profité pour annoncer qu'un premier draft du pacte de la non-violence est déjà prêt, et nécessite seulement le support des partis et regroupement politiques qui prennent part aux élections. Ce pacte va demander aux candidats de mener une campagne sans violence et sans utiliser les armes.